

Michael Burawoy : « La sociologie comme mouvement social »

PAR JOSEPH CONFAVREUX
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 2 NOVEMBRE 2014

Et si la sociologie n'était pas seulement un sport de combat, mais aussi un mouvement social en lui-même? Prônant une «sociologie publique», Michael Burawoy, chercheur américain célèbre pour ses enquêtes sur le monde du travail, examine les convergences, possibles et nécessaires, entre des sciences sociales réactivées et des mouvements sociaux réactifs.

Michael Burawoy occupe une place prééminente dans la sociologie du travail, même si son ouvrage pionnier, *Manufacturing Consent*, publié en 1979, n'a pas été traduit en français. Fondé sur une étude ethnographique pour laquelle il s'était fait embaucher comme machiniste dans un atelier d'usinage de l'usine Allied à Chicago, où les ouvriers étaient payés à la pièce, l'ouvrage se posait la question de savoir pourquoi les travailleurs acceptent les conditions capitalistes de production.

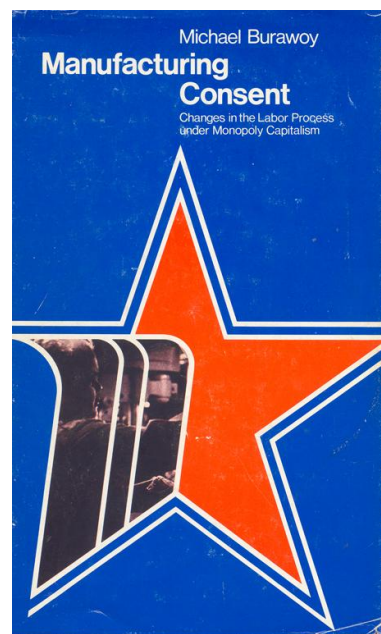


Michael Burawoy se définit comme un marxiste hétérodoxe, qui relie la démobilisation ouvrière et l'absence de conscience de classe à des facteurs politiques, culturels et manageriaux.

Celui qui fut président de l'*American Sociological Association* puis de l'Association Internationale de Sociologie, a lancé voici quelques années un texte discuté partout dans le monde, portant sur la définition d'une «sociologie publique» et sur la modélisation des modes d'intervention des sciences humaines dans la sphère publique.

Il travaille aujourd'hui, depuis l'Université de Berkeley, sur les mouvements sociaux issus des recompositions des années 2010 et cherche à intégrer les sciences sociales au cœur des combats actuels.

Comment jugez-vous l'évolution du travail depuis vos recherches pionnières de la fin des années 1970 et votre ouvrage, non traduit en français, *Manufacturing Consent*? Croyez-vous au thème de la «fin du travail» développé par certains ?



J'ai effectué mes premières recherches dans des usines de Chicago dans les années 1970 en m'intéressant à la manière dont se reproduisait l'exploitation. Mon livre a été écrit à une époque de forte collaboration entre les syndicats et le capital, en particulier aux États-Unis. Je n'avais pas anticipé que cette forme de travail –le travail régulé dans un cadre national relativement sécurisé– allait disparaître très vite, peu après, sous les coups de boutoir de la mondialisation

et de l'État reaganien. Beaucoup de choses ont donc changé depuis le milieu des années 1970, qui a correspondu à l'essor du néo-libéralisme.

Mais la disparition de ce type de travail n'implique pas la disparition du travail lui-même. La définition du travail s'est élargie et le travail en Occident s'est déplacé de l'industrie vers les services, mais aussi avec des formes de travail à la maison ou au sein des communautés. La nature du travail s'est donc modifiée en même temps que celui-ci s'est raréfié, et qu'il devient un privilège de plus en plus précaire. Mais, tous les 20 ou 30 ans, il se trouve quelqu'un pour annoncer la fin du travail, grâce à l'automatisation ou autre chose. À chaque fois, cela s'avère faux.

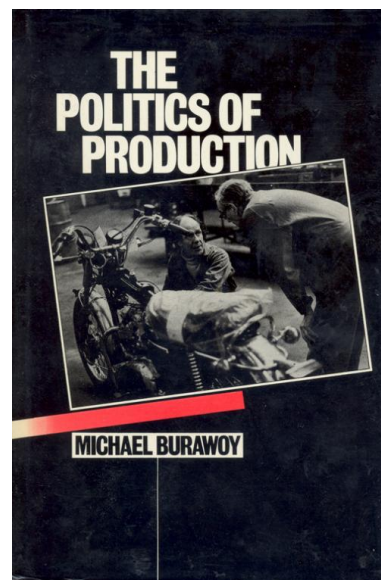
La principale interrogation que vous aviez était: « Pourquoi les travailleurs travaillent-ils si durs? » Est-ce que vous avez aujourd'hui la réponse?

Il est nécessaire de contextualiser cette interrogation. La question la plus souvent posée est de savoir pourquoi les gens ne travaillent pas plus. En me faisant moi-même embaucher, je me suis demandé comment faisaient les travailleurs pour rester pendant des périodes de 8 heures aussi concentrés sur des tâches aussi physiques, ennuyeuses et pénibles. Je me suis aperçu que, ne serait-ce que pour rester debout sur ses pieds pendant 8 heures, il fallait transformer le travail en une sorte de jeu, ou de défi.

Ce « jeu » consistait à produire tant de pièces en tant de temps et à s'introduire dans une culture spécifique qui consistait à réussir à remplir les quotas, voire à les dépasser. Il y avait bien sûr une incitation financière à ce genre de performance, mais c'était aussi une question de valorisation personnelle, de compétition semi-ludique avec les autres ouvriers. Ce jeu nous permettait de donner du sens à ces 8 heures, absorbait la tension et faisait que le temps passait plus vite.

Mais ce type de jeu suppose d'être constitué comme un individu, et non comme membre d'une classe. C'était particulièrement vrai dans les États-Unis des années

1970, où votre chance d'obtenir un meilleur job est indexée sur votre expérience, votre ancienneté et votre réputation individuelle.



En outre, à cette époque, existait une négociation collective, en forme de compromis de classe, entre le management et les syndicats. Les salaires augmentaient un peu quand les bénéfices augmentaient beaucoup. Il y avait donc un intérêt commun, même si les profits augmentaient beaucoup plus vite que les gains des travailleurs. Cet intérêt commun s'est aujourd'hui perdu, mais à l'époque, cela rendait le travail, même dur, davantage supportable.

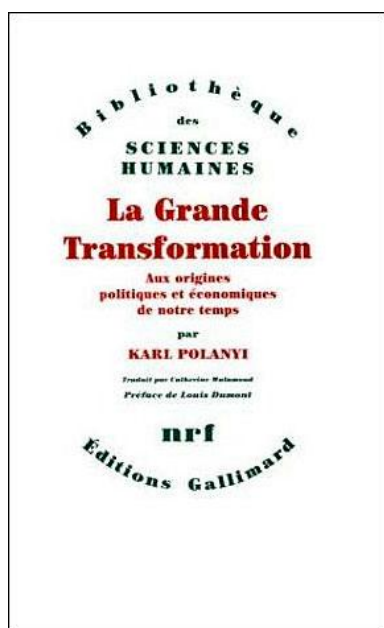
En fin de compte, les ouvriers étaient constitués comme des « citoyens industriels », c'est-à-dire des individus avec des droits et des obligations. L'organisation du travail les constituait comme des individus susceptibles de participer à un jeu dont ils tiraient quelques petits bénéfices suffisants pour organiser le consentement au management. Mais ce consentement masquait la réalité de l'exploitation du travail par le capital, en mettant l'accent sur les individus au travail, plus que sur les forces collectives ou les clivages de classe.

Aujourd'hui, ce système s'est désintégré et a été remplacé par un système beaucoup plus despotique dans lequel les travailleurs n'obtiennent pas de concessions des managers, mais leur offrent au contraire des concessions en espérant conserver leur

travail. En dépit de cette inversion, je reste sidéré par la capacité des travailleurs à donner du sens à ce qu'ils font, même quand c'est pénible.

En quoi le marxisme demeure-t-il opératoire pour penser les transformations de notre monde ?

Lorsque j'ai débuté mes recherches, le marxisme m'a permis de comprendre les phénomènes à l'œuvre dans les processus de production, l'articulation entre capital et travail, et de voir comment l'exploitation était dissimulée et le consentement organisé. Aujourd'hui, je pense que le focus doit moins être mis sur le processus de production et d'exploitation des travailleurs, que sur l'extension du marché et la marchandisation de sphères de plus en plus vastes de la vie. Les textes de Karl Marx peuvent nous aider à penser cela, même si c'est surtout la pensée de Karl Polanyi qui est, là, opérationnelle.



Cette expérience de la marchandisation du travail, de la nature, de la terre, de l'air, mais aussi de la monnaie, avec la financiarisation de l'économie qui fait de l'argent à partir de l'argent, me semble aujourd'hui déterminante. D'autant que cette marchandisation s'étend désormais au savoir et à la connaissance et affecte les universités et l'enseignement supérieur, de plus en plus contraints par les restrictions budgétaires à s'autofinancer et donc à augmenter les frais d'inscription et de scolarité. C'est moins

vrai en France qu'aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, mais, faites-moi confiance, cela vous menace également.

Ce mouvement de privatisation et de marchandisation du savoir n'est-il pas compensé par un mouvement inverse, d'accès plus facile, aux connaissances, à travers les MOOC (*massive online open course*) ou les médias sociaux ?

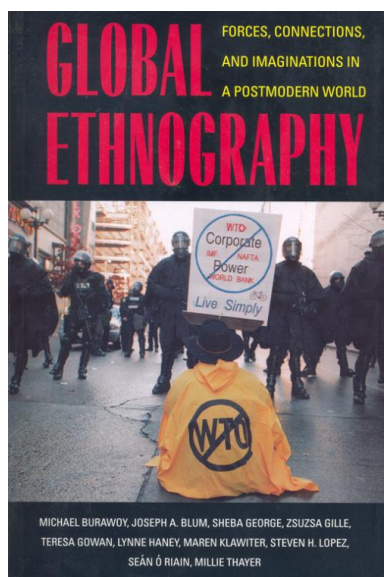
Les MOOC sont très ambigus. C'est évidemment très bien que des professeurs célèbres donnent des cours accessibles gratuitement que des villageois indiens, s'ils parlent anglais, peuvent écouter. Mais les MOOC ont un effet pervers, parce qu'ils justifient la réduction de l'offre d'enseignement supérieur, sur le mode « puisque nous avons accès au cours du célèbre professeur d'Harvard, à quoi bon financer des enseignements supérieurs moins prestigieux ? ». Les MOOC participent souvent d'une stratégie de délégitimation des universitaires et de concentration de la production de connaissance dans quelques espaces prestigieux, corollaire d'une relégation des autres lieux de recherche et d'enseignement.

[[lire_aussi]]

En outre, on a pu constater aux États-Unis que les MOOC pouvaient attirer au départ parfois jusqu'à 45000 étudiants sur tel ou tel cursus, mais qu'à peine une centaine allaient finir ce cursus... Le taux d'échec est immense parce que beaucoup de personnes prennent conscience qu'écouter un professeur prestigieux *online*, ce n'est pas toujours de l'éducation efficace et formatrice.

Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas penser une éducation en ligne, mais les MOOC ne constituent pas une panacée. Les médias sociaux donnent effectivement un accès collectif à des savoirs autrefois difficiles d'accès, mais il s'agit d'un combat permanent pour que les forces de la marchandisation ne deviennent pas dominantes, y compris dans les médias sociaux.

Qu'y a-t-il de neuf dans les « nouveaux mouvements sociaux » que vous étudiez actuellement ?



Je pense que, depuis le début des années 2010, les mouvements anti-globalisation des années 1990 se sont réorganisés et reconstitués à un niveau national. C'est vrai des révoltes arabes, d'Occupy, des Indignés, mais aussi des mouvements étudiants ou syndicaux.

Pour moi, ces mobilisations, dont je ne néglige pas les spécificités notamment nationales, sont portées et structurées par une même volonté de résister à une troisième vague de marchandisation, à une nouvelle « Grande Transformation », pour parler comme Karl Polanyi. Cette vague n'affecte pas les pays au même rythme, mais je pense que les récents mouvements sociaux ont tous en commun de faire cette expérience de restructuration de nos sociétés sous l'effet de cette marchandisation accrue de la nature, du travail, de la monnaie et du savoir.

Peut-on mettre le « mouvement vert » en Iran, ou la révolution égyptienne, dans le même sac que le mouvement Occupy ou celui des Indignés ? N'y a-t-il pas là d'abord une opposition à la dictature plus qu'à la marchandisation du monde ?

Si les révoltes arabes se sont produites au début des années 2010, après des décennies de dictature, c'est bien sûr en raison de l'autoritarisme, mais aussi des effets accrus du néolibéralisme. La Tunisie, où

ces révoltes ont débuté, est emblématique. Ce pays était un modèle néolibéral, ayant pour conséquence la précarisation de la jeunesse et des travailleurs, le chômage des diplômés, les immenses difficultés des paysans...

On peut dresser des parallèles avec le mouvement Occupy, où l'on trouvait beaucoup de jeunes aussi diplômés qu'endettés du fait du renchérissement de l'enseignement supérieur, et dont l'avenir, comme en Égypte ou en Tunisie, n'était fait que de travail précaire.

Vous comparez cette vague de marchandisation à celle décrite par Karl Polanyi, au début du XX^e siècle, dans son ouvrage sur *La Grande Transformation*. Quel a été alors le contre-mouvement à cette première vague et quel pourrait-il être aujourd'hui ?

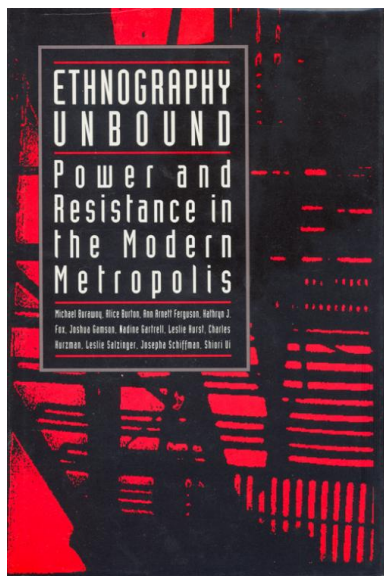
Pour Polanyi, le contre-mouvement à l'emprise trop forte du marché sur la société a été, à la fois, la réorganisation de la social-démocratie, notamment le *New Deal* aux États-Unis, mais aussi le communisme en Russie et le fascisme dans une partie de l'Europe. Avec des modèles politiques aux antipodes les uns des autres, tous ré-impliquaient l'État dans l'organisation de la société et de l'économie.

Face à la nouvelle vague de marchandisation qui se déploie depuis les années 1970, et qui est la plus forte que le monde ait connue puisqu'elle touche désormais la nature et le savoir, et non plus seulement le travail et la monnaie, le contre-mouvement ne sera sans doute pas seulement étatique.

Il peut y avoir des contre-mouvements locaux ou nationaux, mais le seul contre-mouvement susceptible d'être efficace ne peut être que global, tant cette nouvelle vague de marchandisation est globale. Nous sommes donc face à deux questions. Premièrement, comment penser un mouvement global, surtout après l'épuisement de l'alter-mondialisme ? Deuxièmement, si un contre-mouvement global se produit, sera-t-il progressiste ou réactionnaire ? Les contre-mouvements à la marchandisation de la vie viennent aujourd'hui de différentes directions.

Qu'est ce que la « sociologie publique » que vous prônez ?

Les sociologues doivent réfléchir à la diffusion des savoirs qu'ils produisent. Pour moi, il y a quatre types de savoirs et la sociologie publique s'inscrit au sein d'une division plus globale du travail sociologique qui comprend également l'expertise sociologique (*policy sociology*), la sociologie académique (*professional sociology*) et la sociologie critique (*critical sociology*).



Il faut tout d'abord distinguer la sociologie publique (*public sociology*) de l'expertise sociologique, qui utilise ses connaissances pour trouver des solutions à des problèmes définis par d'autres, principalement des clients, qui payent pour cela. Elle n'est pas non plus la sociologie académique, qui désigne la sociologie faite par ceux qui publient dans des revues scientifiques, mais sont principalement en conversation les uns avec les autres. Mais la sociologie publique est le complément et non la négation de la sociologie académique. La sociologie critique examine, quant à elle, les fondations de la sociologie académique comme des fonctionnements sociaux. La sociologie publique possède aussi un regard critique mais cherche surtout à initier une relation et une conversation entre les chercheurs en sciences sociales et le public.

Ces quatre manières de faire des sciences sociales entretiennent des relations très compliquées les unes avec les autres. La plupart des chercheurs pratiquent

ces quatre manières de faire des sciences sociales, souvent de manière successive au cours de leur carrière, mais en mettant davantage l'accent sur tel ou tel aspect de leur discipline.

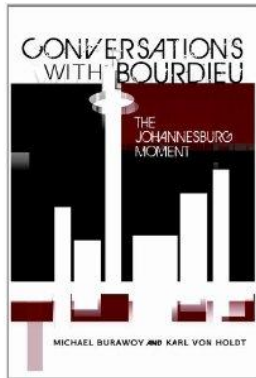
Le souci majeur de la sociologie publique est que les chercheurs en sciences sociales sont souvent mal équipés pour transcrire le vocabulaire et les analyses des sciences sociales dans un langage que tout le monde puisse s'approprier. Même si, ici en France, le public est sans doute mieux formé qu'ailleurs et s'il existe des sociologues influents qui parviennent à importer les problématiques scientifiques des sciences sociales dans le champ public.

Le fait que la sociologie soit une science qui pose des problèmes, et qui va souvent à l'encontre des approches collectives habituelles, crée une difficulté. Produire une conversation réelle avec le public n'est ainsi pas évident, et beaucoup de ceux auxquels les sciences sociales voudraient s'adresser demeurent indifférents ou sceptiques... Par ailleurs, le glissement à gauche de la sociologie dans un monde de plus en plus à droite renforce l'attrait de la sociologie publique, tout en rendant sa réalisation d'autant plus difficile.

Les sciences sociales doivent-elles « prendre position », comme vous l'écrivez ? Et comment peuvent-elles alors rester scientifiques ?

Je ne pense pas qu'il soit possible d'être chercheur sans prendre position. Les sciences sociales posent des questions sur le monde, et ces questions sont elles-mêmes fondées sur des valeurs, des engagements, des implications... Ces questions sont situées, et cela a des conséquences sur la manière dont on cherche à comprendre le monde. Ces positions, dans les deux sens que peut avoir le terme, n'empêchent pas l'argumentation et la rigueur scientifique, mais il me semble illusoire de penser qu'il y aurait une forme de neutralité de la science. Il est préférable d'être

conscient que nos disciplines adoptent souvent des points de vue particuliers, et que c'est à partir de là qu'il est nécessaire d'être scientifique et rigoureux.



Il me semble ainsi que la science sociale aujourd'hui la plus puissante, à savoir l'économie, adopte comme un présupposé le point de vue du marché, même s'il y a bien sûr quelques économistes dissidents. La science politique tend, elle, à adopter le point de vue de l'État et des institutions, même s'il y a ici aussi des exceptions. Quant à la sociologie, elle adopte le point de vue de la société civile. Le centre de gravité de ces disciplines (sociologie, économie, science politique) n'est donc pas le même. Et dans un contexte où l'économie tend à devenir de plus en plus hégémonique, il est nécessaire d'affirmer la souveraineté de la sociologie, alliée à la géographie et à l'anthropologie, comme il est nécessaire d'affirmer la souveraineté de la société civile face à l'économie.

Pourquoi pensez-vous que la sociologie peut et doit devenir un « mouvement social » ?

J'affirme cela dans un contexte où la plupart des territoires sont dominés par le marché et par des États qui collaborent avec lui et déclarent, en un sens, la guerre à la société civile, qui se trouve elle-même à la racine de la discipline sociologique. Dans ce moment particulier de l'histoire, il me paraît donc fondamental que la sociologie joigne ses forces aux autres forces de la société civile, pour défendre son intérêt, qui est aussi celui de l'humanité.

Je pense donc que la survie de la sociologie dépend en partie de cette capacité à devenir un mouvement social. Cela crée bien sûr une tension avec son rôle de science. Mais je suis convaincu que les sciences et les savoirs deviennent de plus en plus centraux pour les mouvements sociaux, donc cette tension ne me semble pas être une contradiction.

Boite noire

J'ai rencontré Michael Burawoy à Paris fin septembre, alors qu'il était de passage pour un colloque et qu'il intervenait dans le cadre du séminaire ouvert du Conseil scientifique d'Attac «**Crise globale et mouvement des places : vers un 'nouveau demos'?**»

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.